

Guerre froide

Définir

La guerre froide est un terme qui serait né en 1946 dans les milieux dirigeants du Département d'État (ministère des Affaires étrangères) américain, et il a été officialisé parallèlement par le financier Baruch (pour qualifier le contexte de l'aide américaine aux nations menacées par l'hégémonie soviétique) et le journaliste Walter Lippman (*Cold War: an Introduction to the American Foreign Policy*, 1947). Elle désigne la confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique depuis le milieu des années 1940 jusqu'à la fin des années 1980. Cette longue période des relations internationales a, certes, connu des moments de détente, mais elle demeure fondamentalement marquée par la **polarisation du système international en deux camps** – le camp occidental autour des États-Unis et le camp communiste autour de l'URSS, puis de l'URSS et de la Chine.

La bipolarité, division du système international entier en deux camps, apparaît comme un phénomène exceptionnel : les affrontements bipolaires Carthage-Rome au III^e siècle av. J.-C., ou Sparte-Athènes au V^e siècle av. J.-C. étaient loin d'inclure l'ensemble du monde connu ; la Première Guerre mondiale met en opposition deux alliances où il n'existe pas de polarisation. Ce phénomène nouveau explique le caractère radical d'une telle opposition : utilisation des armes économiques, intense activité diplomatique, propagande*, action des services secrets, lutte par alliés interposés (Corée en 1950-1953, Viêt-nam dans les années 1960, Afghanistan dans les années 1980), course aux armements. Les limites de la guerre froide furent finalement la confrontation directe des armées des deux pays dans les conflits périphériques : un accord tacite a permis d'éviter la mise en contact d'unités des deux Grands, engagées sur le même champ de bataille. Deux éléments sont venus aggraver le choc résultant théoriquement de la bipolarité : d'une part, l'apparition de l'arme nucléaire* a donné un aspect particulièrement dramatique aux périodes de tension (la crise des missiles de Cuba demeure le cas le plus significatif), et d'autre part l'opposition idéologique n'existait pas dans les autres conflits bipolaires précédemment cités.

Avec l'expérience, les règles de cette situation inédite finirent par émerger : certaines limites ne devaient pas être franchies sous peine de provoquer l'escalade vers la guerre ouverte. Ainsi, certaines régions étaient considérées comme des sphères d'influence d'une grande puissance (ex. : Europe de l'Est pour l'Union soviétique, Amérique latine

pour les États-Unis) et le *statu quo* dans ces régions ne devait pas être remis en cause. Dans l'ensemble, toute détérioration importante du *balance of power* (équilibre des forces) ouvrait une voie vers la crise. La recherche d'alliés par l'un et la volonté de rétablir l'équilibre par l'autre ont entraîné le caractère global de cette opposition : qui n'est pas avec nous est contre nous. La plupart des nations se sont rapprochées, malgré le non-alignement proclamé par certaines, de l'un ou de l'autre des Grands et la grande majorité des conflits ont acquis une dimension Est-Ouest.

Les découpages de la période sont variables suivant les auteurs. Nous proposerons la **chronologie** suivante :

- 1945-1947 : fin de la Grande Alliance entre les Occidentaux et les Soviétiques : impasse diplomatique sur de nombreux dossiers laissés en suspens par la victoire.

- 1947-1951 : période la plus dangereuse pour le système international : les deux Grands maîtrisent encore mal les règles de la guerre froide et s'engagent dans des attitudes intransigeantes. Le refus du président américain Truman d'utiliser la bombe atomique contre la Chine (solution préconisée par MacArthur, chef des troupes occidentales en Corée) amorce la désescalade.

- 1952-1955 : premier dégel des relations permises sans doute par le décès de Staline (1953) ; les négociations reprennent sur la question indochinoise, sur l'Allemagne, etc.

- 1956-1962 : la « coexistence pacifique » est affirmée, mais cette baisse des tensions est traversée de crises ponctuelles, notamment celle de Cuba qui constitue un tournant.

- 1962-1968 : le dialogue pour la détente* est retardé par des conflits périphériques, en premier lieu par la Guerre du Viêt-nam.

- 1969-1973 : le président Nixon (secondé par le Secrétaire d'État Henri Kissinger), lance une politique d'ouverture qui aboutit à une réelle détente avec la Chine et l'Union soviétique.

- 1973-1975 : les premières limites de la détente apparaissent avec la victoire des communistes au Viêt-nam et l'attitude ambiguë des Soviétiques au Moyen-Orient.

- 1975-1979 : l'agonie de la détente : l'offensive tous azimuts des Soviétiques ainsi que le réarmement mettent un terme aux espoirs.

- 1979-1986 : la politique étrangère américaine (Reagan) relève le défi et contre-attaque dans les conflits périphériques et dans la course aux armements. Ce sont à nouveau des années de grande tension.

- 1987-1989 : la Perestroïka (temps des réformes en Union soviétique) lancée par Gorbatchev concerne également les relations avec l'Occident : le dialogue, puis le processus de désarmement sont relancés.

- 1989-1991 : effondrement du communisme en Europe de l'Est, puis en Union soviétique ; le combat cesse faute de combattants.

Débats sur la guerre froide

Les interprétations ont porté, entre autres, sur les raisons de la prolongation des tensions et sur la nature de l'affrontement (qui porte la responsabilité de cette confrontation ?).

Une première analyse fait remonter l'origine du conflit à la période 1917-1941 : c'est à ce moment-là que les rapports entre la Russie bolchevique et le monde libre

(ou capitaliste) se mettent en place. L'antagonisme idéologique apparemment irréductible, mais aussi les intérêts classiques de grandes puissances entraînent l'intervention des Occidentaux contre la Russie (1918-1920) ; les États-Unis ne reconnaissent l'existence de l'URSS qu'en 1933. De cette première confrontation, les dirigeants du Kremlin garderont la conviction que l'Occident cherche à abattre l'Union soviétique. Du côté occidental, l'idéologie marxiste-léniniste (la révolution communiste doit se propager aux autres nations) et l'existence d'une organisation qui coordonne toutes les tentatives révolutionnaires à travers le monde (Komintern 1919-1943, puis son pâle héritier le Kominform 1947-1956) renforcent la conviction que Moscou prépare la subversion de l'Occident.

Après la parenthèse de 1941-1945, cet axiome est repris par les responsables de la politique étrangère américaine. Les spécialistes de l'Union soviétique (diplomates en poste dans les pays baltes durant l'entre-deux-guerres, d'où le terme d'« esprit de Riga » désignant cette analyse) considèrent que la Russie est un État à moitié asiatique, archaïque et dont la nouvelle idéologie renforce les appétits impérialistes. Il faut donc lui opposer la force et la fermeté (d'où la politique de *containment*, ou d'« endiguement », puis de « refoulement », ou *roll back*, prônée dans les années 1950) en attendant que l'Union soviétique s'effondre du fait des incohérences de son système économique. Cette analyse est aussi celle des historiens de l'école orthodoxe (Richard Pipes, Herbert Feis). Pour R. Pipes, Reagan (1980-1988) a gagné la guerre froide grâce à sa politique déterminée qui a contribué à affaiblir l'Union soviétique.

À partir des années 1960, ces thèses péremptoires ont été attaquées par l'école révisionniste – loin d'être unie. Au départ, certains historiens objectaient que l'URSS devait être considérée comme une grande puissance classique, donc avec des intérêts vitaux, une volonté d'imposer une sphère d'influence, quelques objectifs territoriaux, etc. Les États-Unis, en refusant de reconnaître ces principes élémentaires du fait de la diabolisation de l'URSS, ont provoqué l'intransigeance de Moscou. D'autres voient dans la nature du système américain les raisons d'une politique de confrontation : la recherche de marchés a imposé au Département d'État la politique de la « porte ouverte » (laisser chaque pays ouvert à l'influence économique des autres nations), allant ainsi à l'encontre des intérêts soviétiques (cf. William A. Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959). Les plus durs (*Hard revisionists*) accusent le système capitaliste d'avoir favorisé la mise en place de la guerre froide pour alimenter le fameux complexe militaro-industriel (collusion des responsables de l'armée et des grandes entreprises industrielles de défense), ou de mener une politique impérialiste pour dominer les marchés étrangers.

Le dépassement des deux écoles a donné lieu aux thèses postrévisionnistes d'historiens comme J.-L. Gaddis. La menace soviétique que les Américains dénonçaient était-elle réelle ? Truman (1945-1952) a-t-il essayé la voie de la négociation ?, etc. L'ouverture des archives soviétiques laisse un champ important à la recherche historique dans ce domaine.

Composer

Les relations internationales 1947-1955

1947 est traditionnellement prise comme point de départ de la guerre froide, car les règles sont alors énoncées de façon claire par chacun des deux protagonistes : deux camps se disputent la suprématie du monde. Alors que les négociations n'ont plus de raison d'être à partir de cette déclaration d'incompatibilité, les relations reprennent avec les premiers grands sommets Est-Ouest (Conférence de Berlin, 1954, Conférence de Genève, 1955).

Les protagonistes maîtrisent mal les règles de ce conflit inédit : comment parviennent-ils à éviter une guerre mondiale et à ouvrir la voie à la coexistence pacifique ?

I. Le renforcement de la division du monde et de la polarisation

- ▶ L'expansion soviétique se confirme par la satellisation de l'Europe de l'Est.
- ▶ La doctrine Truman et la doctrine Jdanov officialisent la confrontation entre les deux blocs.
- ▶ Le développement des alliances à travers le monde et la course aux armements.

II. Les initiatives des deux Grands entraînent la déstabilisation d'un système déjà conflictuel

- ▶ Les premières crises divisent l'Europe :
Berlin, naissance des deux Allemagne, Yougoslavie – *statu quo* obligé, donc :
- ▶ L'offensive communiste en Asie déstabilise l'équilibre des forces.
Chine communiste, guerre d'Indochine, invasion de la Corée du Sud.
- ▶ Le durcissement de l'attitude américaine.
Aide aux nations colonisatrices, *roll back*, avance dans la course aux armements, actions de déstabilisation contre les régimes « progressistes ».

III. Les impasses de la confrontation : accepter que le nouveau système bipolaire dure

- ▶ La guerre atomique impossible : impasse dans la guerre de Corée.
- ▶ L'évolution de la politique intérieure soviétique permet d'entamer les négociations en Corée et en Europe.

► Le début du refus de la polarisation : afro-asiatisme et non-alignement.

La première période de la guerre froide a vu les limites de la confrontation. Les deux protagonistes ont appris à ne pas dépasser certaines limites, ce qui permet le dégel sans la détente. La compétition entre les deux blocs se poursuit donc, chacun espérant voir l'autre s'effondrer du fait de l'incohérence de son système économique et social.

Autres sujets :

- « Guerre improbable, paix impossible » (Raymond Aron).
- Le rôle du Tiers Monde dans la guerre froide.
- Les conflits chauds de la guerre froide.
- Politique intérieure et guerre froide.
- Les relations internationales de 1962 à 1979.
- La naissance des deux blocs.
- L'Europe dans la guerre froide.
- La logique de l'affrontement Est-Ouest.
- Les États-Unis dans la guerre froide 1945-1991.

Berlin, symbole de la guerre froide

Aucune ville n'a symbolisé autant la division du monde et les conséquences de la guerre froide. Les accords entre les alliés avaient fait de Berlin une zone d'occupation quadripartite qui devait être administrée collectivement. Mais rapidement, les tensions entre les Grands et l'impasse dans les négociations sur le sort de l'Allemagne aboutirent à la fin de cette collaboration. Berlin-Ouest devenait donc une enclave occidentale en plein bloc soviétique. Une première tentative soviétique (1948-1949) visa à faire céder les puissances de l'Ouest : la ville fut soumise à un blocus, mais les Américains parvinrent à la ravitailler par un pont aérien ; les Soviétiques n'osèrent pas provoquer une guerre ouverte en tirant sur les avions. Plus tard, Khrouchtchev imposa un ultimatum aux Occidentaux pour qu'ils négocient avec les Allemands de l'Est sur le statut de Berlin, qui deviendrait une ville libre et donc vulnérable dans le camp soviétique. La réaction ferme des Occidentaux conduisit le dirigeant soviétique dans l'impasse.

Berlin affichait sa prospérité face au retard de l'Allemagne de l'Est ; il était relativement aisé pour les citoyens de l'autre bord de se réfugier à l'Ouest, et le flux migratoire prenait une proportion telle qu'il mettait en danger la survie de la RDA. Les dirigeants communistes décidèrent alors de construire le fameux Mur de Berlin (en fait deux murs avec une zone minée) pour empêcher cette évasion en masse (12-13 août 1961). « Le Mur de la Honte » devenait le signe tangible de la division d'un continent et d'un peuple.

Berlin n'avait aucune utilité stratégique pour les nations occidentales, mais il était le symbole de leur volonté de résister aux pressions soviétiques. Le discours de J. F. Kennedy (« *Ich bin ein Berliner* ») exprime cette volonté de défendre ce poste avancé du « Monde libre ».

Détente et coexistence pacifique

Définir

L'histoire de la guerre froide a parfois été décrite comme une succession de périodes d'aggravation des tensions et de réduction de ces conflits. La période qui s'étend de 1953 à 1979, bien qu'assez hétérogène, est plutôt caractérisée par le relâchement des tensions. On ne peut pas parler de « détente » (terme en usage dès le début des années 1960) pour toute cette période : **la vraie détente suppose la reprise de relations normales entre grandes puissances, même si la compétition demeure la règle.** Le dialogue permet alors de résoudre une partie des conflits, d'améliorer la coopération dans certains domaines. Ainsi, la période qui va de 1953 à 1968 n'est pas à proprement parler la détente, puisque la succession des crises pérennise la méfiance et bloque la mise en place d'un vrai dialogue. On parle alors de **coexistence pacifique**, pour reprendre l'expression de Nikita Khrouchtchev qui reconnaît **la possibilité de survie des deux camps dans un même monde.** Bien sûr, sur le long terme, Khrouchtchev espère que le système communiste prouvera sa supériorité (« nous vous enterrerons »), mais cette victoire se fera sur le plan économique et social sans qu'il y ait besoin de recourir à la guerre. Les premières rencontres au sommet symbolisent cette ère nouvelle (Genève, 1955), et si les crises persistent, les deux grands apprennent que le sang-froid est la meilleure manière de les gérer.

La coexistence pacifique ouvre la voie à la détente, nouvelle politique étrangère américaine érigée pratiquement en doctrine. Nixon (président de 1969 à 1974), soutenu en cela par Henry Kissinger, abandonne l'idéalisme de croisade anticommuniste qui était la clef de voûte de la politique américaine et adopte une position plus réaliste : les grandes puissances, plutôt que des idéologies, ont des intérêts à défendre. Du moment que ces intérêts sont bien compris et qu'ils demeurent raisonnables dans la limite du *Balance of Power* (équilibre des forces), une normalisation des relations peut être envisagée. Le contexte particulier (rupture sino-soviétique) voit se dessiner un jeu à trois qui permet aux États-Unis d'utiliser l'une des grandes puissances communistes contre l'autre pour l'amener à une position plus conciliante. Le *linkage* lie la progression des négociations dans les enjeux globaux (état des rapports entre les grandes puissances) avec les résultats apportés aux problèmes locaux (Moyen-Orient, Viêt-Nam : cf. encadré, Europe) ; sa pratique pose des objectifs modestes (politique des petits pas) et permet une amélioration substantielle de la situation internationale.

**L'échec de la détente :
les interprétations**

La détente a connu un long dépérissement dans la deuxième moitié des années 1970. Était-elle condamnée d'avance ? C'est évident, affirment les conservateurs américains, car il ne peut y avoir de compromis entre le camp de la liberté et celui du totalitarisme. Dans l'ensemble, la détente a été le signe de la faiblesse des États-Unis ; l'Union soviétique en a profité pour se renforcer et dépasser son adversaire dans le domaine des armements stratégiques. Preuve en serait la comparaison des dépenses militaires durant les années 1970, mais celles-ci n'ont, en fait, pas beaucoup de signification (les coûts de production ne sont pas les mêmes, le système des prix soviétiques n'est pas comparable à celui d'une économie capitaliste), la comparaison du nombre d'armes nucléaires* lui-même est délicat. La droite américaine dénonce également l'affaiblissement du camp occidental en rappelant les progrès réalisés par le camp soviétique lors de leur offensive tous azimuts – « l'arc de la crise » (Zbigniew Brzezinski) s'étendant de l'Afrique australe à l'Indochine. Enfin, la normalisation n'a pas profité aux habitants de l'Europe de l'Est, aucun progrès notable n'a été enregistré dans le domaine des droits de l'homme.

► **Les auteurs « révisionnistes », pour leur part, imputent la faute principalement aux États-Unis. La détente était viable et l'affrontement n'était pas irrémédiable :** il s'agissait de deux modes de production différents (capitalisme contre socialisme), et leur compétition n'impliquait pas la guerre, voire même n'excluait pas une certaine convergence (cf. J. K. Galbraith). La détente a périclité parce que les États-Unis n'ont pas voulu prolonger la détente politique (normalisation des rapports) par une détente militaire. Il se peut même que les responsables de la Défense américaine aient voulu regagner la supériorité militaire à ce moment (Fred Halliday, *The Making of the Second Cold War*, 1983). D'autres auteurs suggèrent que l'intransigeance face aux Soviétiques a été réclamée par une droite conservatrice soucieuse de revenir au pouvoir : c'est le but des attaques du sénateur Henry Jackson contre la politique de Nixon. Mais l'artisan de la détente est évincé à la suite de l'affaire du Watergate, et le Congrès profite de l'affaiblissement de la Maison-Blanche, dirigée par le faible président Ford. Il est vrai que le syndrome du Viêt-Nam (déclin américain annoncé) favorise grandement la victoire des républicains regroupés autour de R. Reagan. Il semble que la thèse des causes internes (groupe de pression demandant un durcissement de l'attitude et un accroissement des dépenses militaires) soit aussi valable dans le cas de l'URSS (poids du complexe militaro-industriel).

► Le point de vue des acteurs (Kissinger s'est longuement expliqué) reflète une attitude réaliste. La normalisation était tout à fait plausible, mais elle était fragilisée par la méfiance et la mauvaise compréhension des actions de l'autre. La relance de la

course aux armements est symptomatique : l'installation des SS 20 soviétiques est présentée à l'Est comme la nécessaire modernisation de l'arsenal stratégique pour que la dissuasion soviétique demeure crédible. À l'Ouest, on s'effraie de l'accroissement du potentiel ennemi et on s'engage dans une relance de la course aux armements comme lors de la crise des euromissiles. Face à l'installation des missiles SS 20 soviétiques en Europe de l'Est, les Américains répondent par le déploiement de missiles Pershing et de Cruise missiles en Allemagne.

**La guerre du Viêt-Nam,
enjeu et reflet de la détente**

À différents niveaux, la guerre du Viêt-Nam illustre le processus de la détente. Il s'agit d'un conflit où les États-Unis affrontent un membre du camp communiste (le Viêt-Nam du Nord) qui agresse un membre de l'OTASE (alliance militaire organisée par les Américains en Asie du Sud-Est) : le Viêt-Nam du Sud.

Aussi longtemps que les superpuissances n'entrent pas en pourparlers, les combats se poursuivent. La puissance militaire américaine empêche les Nord-Vietnamiens d'envahir le Sud, mais ils ne peuvent venir à bout de leur adversaire sans provoquer une escalade avec la Chine et l'URSS.

Le rapprochement de 1972 et l'avènement de la détente permettent aux Américains d'amener les Nord-Vietnamiens à la table des négociations. En effet, les Chinois et les Soviétiques doivent montrer leur bonne volonté par des résultats sur le terrain, et ils acceptent de faire pression sur le Viêt-Nam du Nord. Les intérêts de chacun sont ainsi compris : l'Asie du Sud-Est ne doit pas être le terrain d'une progression communiste, mais les États-Unis ne tentent pas de renverser le régime communiste de Hanoi et ils laissent au peuple vietnamien le droit de choisir son destin par les élections. Les Accords de Paris (1973) permettent aux États-Unis de mettre fin à une guerre impopulaire, mais ils ne représentent pas l'abandon qu'on a trop souvent affirmé : les moyens de coercition ne manquaient pas, aussi bien au niveau global (les Soviétiques doivent prouver leur bonne volonté) qu'au niveau local (reprise des bombardements aériens en cas d'agression). Mais la politique intérieure a détruit ce que la diplomatie de Kissinger avait difficilement construit : la chute de Nixon fit disparaître le garant des accords ; au moment de l'offensive finale des Nord-Vietnamiens (mars 1975), la Maison-Blanche (Ford) était trop affaiblie pour intervenir.

Composer

« Les relations internationales 1953-1979 »

La fin de la période la plus dangereuse de la guerre froide est marquée par la mort de Staline et l'armistice en Corée. La reprise des négociations cherche une issue à une situation qui sera à nouveau bloquée par la crise des Euromissiles (1979-1983) et l'intensification des conflits Est-Ouest dans le Tiers Monde : qu'est-ce qui, entre ces deux dates, a permis au système international d'échapper à l'affrontement ouvert ?

I. Politique intérieure et relations internationales : le réalisme revient momentanément au pouvoir

► La politique étrangère de Khrouchtchev : une voie tourmentée vers la détente.
La coexistence pacifique suppose de pouvoir battre le capitalisme dans les domaines économiques et sociaux. Mais des initiatives intempestives (Berlin, 1958, Cuba, 1962) font obstacle à la normalisation des rapports.

► L'évolution de la société américaine : les limites de la croisade anticommuniste.
La Guerre du Viêt-Nam, engagée au nom de la lutte anticommuniste, est mal perçue par l'opinion publique. Le président Nixon, avec sa doctrine énoncée à Guam (1969), redéfinit les obligations des États-Unis dans le monde (intérêts nationaux et maintien de l'équilibre des forces).

► La peur du déclin relance la confrontation.
Le recul américain dans les années 1970 provoque les pressions des conservateurs pour l'adoption d'une attitude plus ferme (Afghanistan). Le régime soviétique, incapable de soutenir la compétition économique avec le camp capitaliste, est poussé dans une fuite en avant par son complexe militaro-industriel (soutien tous azimuts aux régimes plus ou moins marxistes dans les années 1970).

II. La négociation pour sortir de l'impasse : le progrès sur les questions globales amène une ouverture dans les conflits locaux

► L'impasse de l'équilibre de la terreur : les négociations pour limiter la course aux armements.

► Le *linkage* : la détente permet une évolution de la situation européenne et du Proche-Orient.

L'Ostpolitik de Willy Brandt, l'armistice de 1973 au Proche-Orient, les accords d'Helsinki (1975).

► La méfiance de l'autre : la reprise de la course aux armements.
Les Soviétiques accroissent leurs dépenses militaires pour moderniser leur arsenal, ce qui amène une réponse américaine.

III. Les révoltes dans les blocs déstabilisent le système

► La rupture sino-soviétique permet le jeu à trois.
La Chine s'oppose à l'URSS à partir de 1960 (incidents graves en 1969). Les États-Unis se rapprochent des deux (1972) et peuvent négocier leur retrait du Viêt-Nam (1973).

► L'émancipation du Tiers Monde affaiblit le camp occidental, mais elle provoque l'émergence d'aires de compétition.

Les empires coloniaux étaient sous la domination de membres de l'OTAN. Le mouvement des non-alignés est plutôt anti-occidental. Un certain nombre d'États faibles

s'écroulent, ce qui crée des occasions de progression pour les superpuissances : Congo belge, Corne de l'Afrique, Afrique australe, etc.

► La reprise en main des sphères d'influence.

La poussée communiste en Amérique latine est vouée à l'échec (à l'exception de Cuba et du Nicaragua). Les révoltes dans le bloc soviétique sont réprimées (Hongrie, 1956 ; Tchécoslovaquie, 1968 ; Afghanistan, 1979).

Les superpuissances ont appris quelles étaient leurs responsabilités, et ont ainsi évité un conflit majeur. Paradoxalement, la diminution d'un tel risque a favorisé l'indiscipline dans chacun des camps et le développement de conflits périphériques difficiles à résoudre. Le déséquilibre grandissant entre le système soviétique et le camp occidental, où la crise économique est relative, est encore masqué à la fin de la période concernée : ou alors, l'agressivité croissante de la stratégie soviétique reflète une fuite en avant...

Autres sujets :

- L'Europe et la détente.
- Les crises du système international 1956-1973.
- Les relations internationales, 1973-1979.

Approfondir

- Pour conjuguer le plaisir de lire le professeur et l'acteur, reprenez les ouvrages – fort volumineux, il est vrai – de Kissinger (*À La Maison Blanche*, Fayard, 1979 ; *Diplomatie*, 1994, etc.).
- Pour mêler le style du journaliste avec un ouvrage de référence, lisez André Fontaine, *Histoire de la Détente, un lit pour deux rêves*, Points/Seuil.

Nouvel ordre mondial

Définir

En 1991, à la suite de la victoire écrasante de la coalition formée autour des États-Unis sur l'Irak, le président Georges Bush affirmait que « la juste guerre contre l'Irak devrait pouvoir conduire à l'avènement d'un nouvel ordre mondial, d'un monde où le règne de la loi, et non de la jungle, gouverne la conduite des nations » (discours devant le Congrès, 6 mars 1991). Ce thème fut, d'une certaine manière, repris par son successeur, Bill Clinton : les nouveaux objectifs de la politique étrangère américaine annonçaient la promotion de la démocratie à travers le monde, la défense du libéralisme économique, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et la prise en compte des enjeux globaux de l'environnement.

Très vite, le concept de Nouvel ordre mondial a été critiqué : dans quelle mesure les États-Unis allaient-ils pouvoir mettre en application les principes énoncés ? Avaient-ils les moyens d'être les leaders d'une sécurité collective construite sur des bonnes intentions ? De fait, le coût financier de la guerre du Golfe a montré les limites des ressources américaines, ils ont dû faire appel à la contribution de leurs alliés. Par ailleurs, la défaite de G. Bush aux élections qui suivirent (1992) a rappelé que l'opinion publique américaine entendait que la présidence s'occupât d'abord des problèmes intérieurs de la nation. Il apparut rapidement que la défense des intérêts économiques demeurait un élément essentiel de la politique étrangère américaine (négociations du GATT avec l'Europe, dissensions avec le Japon).

Si le nouvel ordre ainsi défini est encore à l'état d'utopie, le système international a pourtant été bouleversé. À partir de l'effondrement du bloc communiste (1989), il n'est plus vraiment possible de parler de bipolarité. Le profil bas adopté par Moscou durant la guerre du Golfe, puis la désintégration de l'URSS en 1991 confirmaient le verdict. Quelle est alors la nature du nouveau système ?

Certains auteurs ont parlé d'un monde unipolaire, tant est nette la supériorité des États-Unis sur les autres puissances. Mais affirmer une unipolarité apparaît sans doute excessif, car il n'existe pas de relations de pouvoir entre les États-Unis et la plupart des régions du monde (les alliances régionales ne s'organisent plus, pour la plupart, autour de Washington). Il est également excessif de parler de multipolarité, car ce serait considérer que chaque pôle est équivalent et placer la Russie ou la Chine sur le même plan

que les États-Unis. Le système de l'après-guerre froide est donc un système hybride, complexe et nouveau dans lequel une grande puissance domine par son potentiel, mais pas par sa volonté de régler le système. Les conflits se développent sans qu'il se dégage un système de sécurité collective, même dans les régions les plus proches des puissances secondaires.

Les grands enjeux de la politique internationale dans l'après-guerre froide

Le nouveau système évolue entre deux mouvements contraires : celui de la globalisation (dépassement de la division du monde en États) et celui de la fragmentation (celui de l'éclatement des États).

► Les questions globales définissant le besoin d'une **coopération multilatérale**.

Le dépassement de la défense d'intérêts nationaux s'opère avec l'émergence de défis transnationaux. Ainsi, les questions d'environnement ont relancé les grands forums onusiens (Rio, 1992 ; Berlin, 1995 ; Kyoto, 1997). La déforestation, la prolifération des déchets nucléaires, l'effet de serre nécessitent une coopération entre les nations développées et le Tiers Monde, mais celle-ci est loin d'être acceptée.

La lutte contre des dangers plus particuliers permet également aux administrations d'apprendre à collaborer : la lutte contre la drogue, la criminalité internationale et la propagation d'épidémies (SIDA) ont vu certaines réalisations qui auraient été plus difficilement possibles au temps de la guerre froide.

La question de la mise en place de la démocratie, en revanche, est un sujet plus délicat. Le respect des libertés et des droits de l'homme demeure souvent un sujet de politique intérieure, et les États mis à l'index par l'opinion internationale refusent de reconnaître un quelconque **droit d'ingérence**.

► **Les forces qui entraînent la fragmentation.**

Alors que l'interdépendance semble progresser dans le domaine des idées et des conceptions politiques, l'éclatement de certains États et la persistance des conflits interethniques soutiennent la thèse de la fragmentation. **La fin de la guerre froide a sonné le glas de constructions que seule la force pouvait maintenir** : Yougoslavie, URSS, Tchécoslovaquie. Ailleurs, des conflits ne menaçant pas les intérêts stratégiques des grandes puissances se poursuivent : Afghanistan, Libéria, Soudan, Éthiopie, Afrique centrale, Indonésie. Parfois, **la communauté ferme les yeux en reconnaissant que le conflit s'insère dans la sphère d'influence d'une grande puissance** (Tibet, Ouïgours, Cachemire, Tchétchénie). Des conflits traditionnels poursuivent leur cours même après la mort de la guerre froide, montrant le caractère

relatif du déterminisme bipolaire dans certains cas : Inde contre Pakistan, par exemple.

Face à cette désintégration du système dans les aires de sous-développement économique, et aux risques de contamination que présentent les conflits (terrorisme), l'Occident cherche à se protéger, à refuser l'implication dans des conflits qui rappelleraient la guerre du Viêt-Nam ou l'échec de l'intervention occidentale en Somalie (1993) : *L'Empire et les nouveaux barbares* (titre d'un livre de J.-C. Rufin, 1993) pourrait être une façon d'envisager l'éclatement du monde.

► Qui doit intervenir ?

Malgré tout, la communauté internationale continue d'afficher certains principes de droit et cherche parfois à les appliquer. L'ONU demeure chargée d'espoirs, mais elle ne pourra répondre à ces attentes que si ses structures et ses moyens sont adaptés. En l'absence d'une autorité supranationale, les responsabilités échoient aux grandes puissances. Les États-Unis refusant de porter seuls le fardeau, il est possible d'imaginer **un partenariat avec une puissance secondaire dans le cadre d'une sécurité régionale** (cf. H. Kissinger, *Diplomacy*, 1994). L'Alliance atlantique (OTAN) demeure le pilier le plus stable dans la sécurité européenne. En Asie, les États-Unis comptent encore sur le Japon, mais l'émergence de la Chine pose une inconnue dans une région bouleversée par la crise financière de 1997-1998. Dans d'autres régions, la sécurité régionale demeure un principe abstrait : l'Asie centrale reste dans la sphère d'influence de la Russie, puissance virtuelle. En Afrique, le faible poids économique et l'ambiguïté de la seule puissance régionale (Afrique du Sud) ne dessinent aucun système de sécurité collective autour de grandes puissances occidentales.

Il reste les marges d'empire, qui sont susceptibles d'être surveillées plus étroitement : la Méditerranée pour l'Europe, les Caraïbes et l'Amérique centrale pour les États-Unis. L'intégration régionale* pourrait être une solution : l'empire avait bien romanisé les barbares que l'on craignait au-delà du limes, mais la solution a montré ses limites.

La guerre du Golfe

L'invasion du Koweït par l'Irak (1er août 1990) était celle d'un des plus gros producteurs de pétrole par l'un des alliés de l'URSS. La concentration d'une part significative des réserves dans les mains d'un seul gouvernement (près d'un quart des réserves mondiales de pétrole) pouvait déstabiliser le marché mondial et provoquer un grave choc pétrolier. Le Conseil de sécurité, grâce à l'abstention de l'Union soviétique, a pu condamner l'Irak comme étant l'agresseur et décider des mesures de contrainte : l'embargo, dans un premier temps (art. 41 de la charte de l'ONU) puis la force (art. 42). La sécurité collective se concrétisa par une alliance *ad hoc* autour des États-Unis qui assurèrent la direction des opérations au nom de l'ONU.

La facile victoire de la coalition a permis d'envisager de nouvelles perspectives pour le principe de sécurité collective, mais elle laisse de nombreux problèmes en suspens. Le régime de Saddam

Hussein, en l'absence d'une guerre menée jusqu'au bout, a survécu. L'intervention américaine a été critiquée : si la défense du droit international était la préoccupation de Washington, pourquoi ne pas être intervenu dans d'autres régions du monde ? Enfin, le nombre considérable de victimes civiles provoquées par les bombardements et les souffrances causées par l'embargo montrent les effets pervers de la stratégie employée.

Composer

La guerre en Yougoslavie depuis 1991

La Yougoslavie est caractéristique des conditions de développement du nouvel ordre mondial : un ancien pays communiste, hétérogène sur le plan ethnique, aux portes de l'Union européenne. Les atrocités commises durant les conflits posent un défi aux nations occidentales : dans une guerre complexe, l'Occident est-il prêt à imposer un nouvel ordre international fondé sur les valeurs positives de l'humanisme et de la démocratie ?

I. La complexité d'un conflit postguerre froide : enjeu régional, conflit interethnique, héritage des structures politiques de l'ère communiste

► La remise en cause de la construction yougoslave provoque la guerre entre les Serbes et les autres peuples de la région.

Croatie (1991) : l'enjeu est la présence des Serbes de Krajina et de Slavonie orientale ; Bosnie (1992) : Serbes bosniaques et Croates contre les Bosniaques musulmans ; 1998 : Albanais du Kosovo contre les Serbes.

► Un conflit interethnique qui rappelle les horreurs de la Seconde Guerre mondiale.

Les massacres de civils et la « purification ethnique » posent un clair défi à la conscience européenne.

► Un conflit de basse intensité qui permet le développement d'une grande Serbie.

La remise en question des équilibres balkaniques ouvre la voie à une série interminable de conflits.

II. La sécurité collective est mise en échec par les contradictions des politiques des grandes puissances

► Le faible poids de l'opinion publique en Europe : l'échec de l'action de l'Union européenne.

Le coût d'une intervention et le caractère incertain des résultats dissuadent les gou-

vernements d'agir. L'Allemagne a adopté une position (soutien de la Croatie) en contradiction avec celle de ses partenaires.

► L'échec de l'action onusienne.

L'envoi de l'UNPROFOR (casques bleus) doit seulement protéger l'aide internationale. Faute de dénoncer la Serbie comme l'agresseur (situation bloquée au Conseil de sécurité), aucune intervention militaire n'est possible.

► Le désastre des zones de sécurité et la prise des casques bleus en otages : l'impuissance de l'Occident.

La contre-attaque n'est possible qu'avec l'intervention américaine.

III. La Yougoslavie devient un conflit classique de la question d'Orient

► Un conflit à plusieurs dimensions.

Conflit local (Bosniaques musulmans contre Serbes bosniaques), impérialisme d'un État, alliances sur des bases ethniques et religieuses : les orthodoxes soutiennent la Serbie (Russie, Grèce), alors que les musulmans envoient de l'aide et des volontaires à leurs frères de Bosnie.

► L'intervention de l'OTAN souligne le poids incontournable des États-Unis dans le nouveau système international.

Les premières frappes permettent d'amener les belligérants à la table des négociations et de signer les accords de Dayton (1995). La reprise du conflit au Kosovo entraîne de nouveau les États-Unis dans l'intervention (1999).

► Les solutions adoptées sont aussi fragiles que celles définies il y a un siècle.

La conquête serbe sur la Croatie (1991) est rejetée par la reprise des combats en 1995 (les Croates récupèrent la Krajina), la partition de la Bosnie a créé un ensemble très fragile. La dispersion des réfugiés menace l'équilibre dans les républiques voisines (Macédoine, Albanie, Bulgarie). La riposte de l'OTAN a permis de conclure un accord entre les puissances occidentales et la Serbie, mais la cohabitation des communautés demeure fragile alors que le territoire se trouve sous contrôle de l'ONU.

Le conflit a souligné les difficultés de mettre en application la puissance des nations occidentales. Conflit concernant peu les intérêts vitaux, la guerre yougoslave représente un échec flagrant pour les principes de la sécurité collective et remet en cause les perspectives d'un système de sécurité stable en Europe. À la fin du siècle, les Balkans demeurent une région particulièrement belligène pour le système international.

Autres sujets :

- L'année 1991 dans le monde.
- Les rivaux des États-Unis depuis 1991.
- Le Moyen-Orient dans l'après-guerre froide.